Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Les pourparlers de paix en Afghanistan et la «guerre à la terreur»

Par Keith Jones
Mondialisation.ca, 26 novembre 2010
WSWS 26 novembre 2010

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Guerre USA OTAN
Analyses: AFGHANISTAN

De hauts représentants des États-Unis et de l'OTAN ont révélé plus tôt ce mois-ci qu'ils facilitaient les discussions entre les hauts dirigeants talibans et le gouvernement d'Hamid Karzaï, un régime soutenu depuis 9 ans par Washington et ses alliés alors qu'ils mènent une guerre contre insurrectionnelle en Afghanistan.

Sur la base d'informations fournies par l'administration Obama et l'appareil de sécurité nationale des Etats-Unis, le *New York Times* rapporta que les forces des États-Unis et de l'OTAN ont donné un sauf-conduit à des dirigeants talibans jusqu'à Kaboul, incluant le transport aérien d'un des dirigeants de l'insurrection.

Peu après, le général David Patraeus, le commandant américain de forces alliées en Afghanistan, et le secrétaire général de l'OTAN, Andres Fogh Rasmussen, ont publiquement expliqué le rôle qu'il avait joué pour permettre aux dirigeants talibans de joindre les pourparlers de paix.

À la demande de la Maison-Blanche, le *Times* retient les noms des représentants talibans impliqués dans les discussions, mais il est mentionné qu'au moins trois dirigeants du Quetta Shura et un dirigeant du Peshawar Shura seraient incluent.

Depuis 2008, le régime assiégé de Karzaï tente d'établir des discussions avec au moins certaines sections des talibans et une alliance de groupes contre l'occupation, utilisant l'Arabie saoudite comme intermédiaire. Le fait que Washington ait admis avoir participé à de telles négociations représente un tournant significatif et est une autre indication de la crise que confronte l'intervention des États-Unis et de l'OTAN en Afghanistan.

L'administration Obama a dramatiquement étendu la guerre en Afghanistan. Il a plus que triplé le nombre de soldats américains en Afghanistan à plus de 100.000, faisant passer le nombre total de soldats étrangers déployés à plus de 150.000, il a poussé le Pakistan à mener des opérations militaires majeures dans sa zone frontalière pachtoune.

Mais les forces des États-Unis de l'OTAN n'ont pas réussi battre ou même à ralentir l'insurrection. Le gouvernement corrompu et répressif de Karzaï est vilipendé par le peuple afghan en tant que régime colonial fantoche dépendant de la puissance de feu massive des États-Unis et de l'OTAN pour assurer le contrôle des principaux centres urbains d'Afghanistan. L'opinion populaire aux États-Unis, en Angleterre dans les autres principaux pays de l'OTAN a brusquement viré contre la guerre, et un nombre de pays, incluant les Pays-Bas et le Canada se sont retiré ou ont annoncé un prochain retrait de leurs troupes.

L'élite dirigeante américaine et les militaires sont déterminés à maintenir leur domination en Afghanistan peu importe l'étendu de la dévastation subit par la société afghane. Mais Washington appréhende de plus en plus que l'engagement massif de sa puissance géopolitique et militaire pour mener la guerre en Afghanistan affaiblisse les États-Unis face à d'autres problèmes, incluant la Chine et l'Iran. D'où l'intérêt de voir une entente se concrétiser avec des éléments talibans, dans lequel un rôle leur serait offert dans un régime afghan reconfiguré, mais toujours sous la coupe des États-Unis, en échange d'une renonciation à l'insurrection.

Bien entendu, ce nouveau stratagème mine complètement l'argument officiel ayant justifié la guerre au départ. L'invasion et l'occupation de l'Afghanistan a été vendu et justifié par l'ensemble de l'establishment américain pour la question vitale de la «guerre contre la terreur». Ce n'est qu'en écrasant les talibans, comme ils nous l'ont raconté, que la sécurité du peuple américain pouvait être assurée.

Mais maintenant, afin de mieux service les intérêts des États-Unis en Asie centrale, des sections des talibans sont apparemment fréquentables. La secrétaire d'État américain, Hillary Clinton, a récemment déclaré à l'émission «Good Morning America» sur les ondes d'ABC, qu'elle n'écartait pas la possibilité que Washington et ses clients afghans n'en viennent à une entente avec ceux que la presse américaine et les politiciens ont dénoncés *ad infinitum* comme des fanatiques islamistes et des terroristes.

«Vous ne faites pas la paix avec vos amis», a dit Clinton. Elle ajouta que bien qu'elle croyait «peu probable que la direction des talibans qui avait refusé de livrer Ben Laden en 2001 se réconcilie» avec Washington, «on a vu des choses plus étranges dans l'histoire de la guerre».

La vérité c'est que la «guerre contre la terreur» comme les allégations «d'armes de destruction massive» en Irak, était un prétexte, une ruse de propagande invoquée pour justifier la poursuite de l'agenda prédateur de l'impérialiste américain. La classe dirigeante des États-Unis a saisi les événements encore inexpliqués du 11 septembre 2001 pour opérer à Washington un changement de stratégie géopolitique et militaire planifiée depuis longtemps. Lancer la guerre en Afghanistan et en Irak avec dans le but de prendre dans un étau de fer et de sang le contrôle de la plus importante région exportatrice de pétrole et ainsi arrêter le glissement historique de la position mondiale du capitalisme américain.

En occupant l'Afghanistan, Washington cherchait à s'assurer une tête de pont en Asie centrale, qui contient la deuxième plus importante réserve exportable de pétrole au monde, juste derrière le Moyen-Orient. De plus, l'Afghanistan a des frontières communes avec la Chine et l'Iran et se trouve près de la Russie, trois pays dont les ambitions sont depuis longtemps considérées avec suspicion et hostilité par les États-Unis.

En favorisant les discussions avec les talibans et des groupes les soutenant, comme les miliciens dirigés par les Hekmatyars, Washington renoue avec de vieilles connaissances. Les dirigeants des talibans, tout aussi bien que ceux d'al-Qaïda, incluant Ben Laden, étaient les alliés des États-Unis, des «atouts» de la CIA dans la guerre que les moudjahidines, des fondamentalistes islamistes, livrèrent contre l'Union soviétique durant les années 1980.

Cette guerre, comme s'en enorgueillit Zbigniew Brzezinski, le conseiller à la sécurité nationale de Jimmy Carter, a été fomenté par les États-Unis à la fin des années 1970. Avec pour objectif d'amener les Soviétiques à envahir l'Afghanistan, les États-Unis instiguèrent

l'opposition tribale et islamiste au gouvernement pro-soviétique de Kaboul, piégeant l'URSS en la forçant dans une guerre de guérilla comme les Américains l'avaient subie au Vietnam, et transformant ce pays d'Asie centrale en charnier de la Guerre froide.

Une décennie après le retrait des Soviétiques d'Afghanistan, Washington en vint à reconsidérer ses anciens alliés moudjahidines comme des obstacles à ses visées de domination sur l'Asie centrale et lança son projet colonialiste en Afghanistan.

Le second prétexte invoqué par les États-Unis et ses alliés pour justifier la guerre en Afghanistan — la démocratie — est lui aussi exposé pour être un mensonge. Le gouvernement Karzaï est un régime de seigneurs de guerre corrompus, plusieurs étant de fervents islamistes fondamentalistes. Comme les élections présidentielles de l'an dernier, les élections parlementaires de septembre dernier ont été minées par la fraude électorale et autres pratiques antidémocratiques, incluant l'exclusion arbitraire de candidats perçus pour être hostiles à Karzaï et ses alliés.

La révélation selon laquelle Kaboul serait impliqué dans des pourparlers des paix avec des dirigeants talibans laisse supposer un possible virage tactique de la part des États-Unis. Cependant, personne ne devrait se faire d'illusion quant aux objectifs brutaux des États-Unis. Les pourparlers sont vus en complémentarité à la «montée», une augmentation massive de la violence exercée par les forces d'occupation dirigées par les États-Unis.

Depuis que le général Petraus a pris le commandement des opérations afghanes en juillet dernier, le nombre d'attaques aériennes a triplé, atteignant 700 en septembre. Et il est rapporté que des unités spéciales d'escadrons de la mort mènent 10 missions par jour.

Comme pour en Irak, où Petraus développa une stratégie similaire, les militaires américains cherchent à détruire et à tuer le plus possible les groupes insurrectionnels tout en cherchant à diviser la résistance armée en offrant des avantages financiers à ceux prêts à accepter la domination américaine.

Dès le départ, il y a neuf ans ce mois-ci, la guerre afghane a été une entreprise criminelle. Que l'administration Obama ait massivement étendu cette guerre témoigne de son rôle fondamental, qui a été de pousser la politique réactionnaire de l'élite dirigeante américaine sur toute la ligne : militarisme, attaque contre les droits démocratiques en sol américain, le pillage de l'État afin de préserver la richesse de l'aristocratie financière, et l'offensive contre le niveau de vie et des droits de la classe ouvrière.

Article original, WSWS.

La source originale de cet article est WSWS
Copyright © Keith Jones, WSWS, 2010

Articles Par : Keith Jones

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de

recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca